L'intégration, une philosophie à l'épreuve des faits

Jacqueline Costa-Lascoux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/254>

DOI : 10.4000/ress.254

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2006

Pagination : 63-78

ISBN : 9-782-600-01108-2

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Jacqueline Costa-Lascoux, « L'intégration, une philosophie à l'épreuve des faits », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLIV-135 | 2006, mis en ligne le 13 octobre 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/254> ; DOI : 10.4000/ress.254

Jacqueline COSTA-LASCOUX*

L'INTÉGRATION, UNE PHILOSOPHIE À L'ÉPREUVE DES FAITS

L'intégration est au cœur des interrogations de la philosophie politique, parce qu'elle est intimement liée à la conception de la citoyenneté qui fonde les droits et les devoirs, les modes de participation et de représentation démocratiques. Elle permet d'évaluer l'impact des politiques publiques, particulièrement en matière d'éducation, de travail, de logement et de santé, l'étendue de la reconnaissance de la pluralité des modes de vie et des croyances, l'extension ou les limites de l'application du principe d'égalité dans un Etat providence. L'intégration donne la mesure de la cohésion d'une société autant que de ses failles.

Pourtant, le mot « intégration » donne lieu à de nombreux malentendus. Il irrite souvent les jeunes « issus de l'immigration », qui le ressentent comme une injonction qui leur serait faite d'être conformes à un modèle culturel, alors qu'il fait rêver tous ceux qui espèrent intégrer une Grande Ecole ou le service public. Il est surtout valorisé dès qu'il s'applique à l'Europe. L'intégration a pris tout son sens avec la construction de l'Union européenne : intégrer (de la même racine étymologique qu'intégral et intégrité) signifie « rendre entier », participer à la construction d'un ensemble créé à partir d'éléments différents, autrement dit un processus d'interactions et de réciprocités, rendu possible sur la base de principes communs. Le processus se veut à long terme, alors que la simple insertion est toujours susceptible d'une réinsertion dans un autre contexte. Au XX^e siècle, l'intégration est devenue un concept clé du droit international qui inspire les décisions dès qu'il s'agit d'instituer une communauté politique en respectant les singularités : « Unie dans la diversité » telle est la devise de l'Union européenne. Alors pourquoi ce paradoxe du rejet de l'idée d'intégration, d'un côté, et de sa valorisation, de l'autre ?

En vérité, l'intégration est le plus souvent envisagée en réponse à la question de l'immigration, avec des représentations qui ont tendance à reproduire le schéma du développement inégal. Alors que le terme « immigré » définit la personne née étrangère à l'étranger et résidant en France, qu'elle ait ou non acquis entre temps la nationalité française, il désigne de plus en plus, dans l'opinion publique, celui qui vient des pays du Sud et, plus particulièrement, des pays du continent africain anciennement colonisés. Songe-t-on à qualifier d'immigré un Américain à Paris, un Japonais résidant en France ? Il y a des étrangers identifiés par leur nationalité et leur « carte de visite » personnelle et ceux réduits à l'évocation d'un mouvement migratoire des pauvres vers les sociétés développées. La

* Directrice de recherche au CNRS – CEVIPOF/Paris et directrice de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration; jacqueline.costa-lascoux@sante.gouv.fr

comptabilisation de l'apport démographique ou de la force de travail des populations immigrées devient alors la principale justification de leur présence. Et leur intégration est entendue comme une sorte d'aptitude, plus ou moins rapide, à adopter les modes de vie de la société d'accueil. L'intégration, pourtant, n'est ni la simple insertion socio-économique dans une société ni l'assimilation conduisant à l'effacement de la diversité culturelle. L'intégration n'est pas l'absorption d'un élément étranger dans le corps social, elle est une dynamique qui engage toutes les composantes de la société et elle a nécessairement une dimension citoyenne. Les ouvrages de Dominique Schnapper ont apporté un éclairage déterminant sur le lien entre l'intégration et la « communauté des citoyens ».

Par son caractère polysémique, l'intégration appelle une réflexion critique sur les indicateurs qui sont généralement utilisés pour en mesurer les applications concrètes, notamment lorsqu'il s'agit d'apprécier l'intégration des immigrés. Son évaluation est plus problématique encore lorsqu'elle s'inscrit dans une perspective comparative entre des sociétés aux histoires migratoires différentes. L'analyse oblige, en effet, à confronter des données démographiques et économiques, mais aussi l'étude des traditions institutionnelles et politiques qui ont forgé chaque communauté nationale et des catégorisations dépendantes des évolutions législatives. Ainsi, les parcours d'intégration des immigrés, de l'entrée sur le territoire national à l'obtention de la nationalité, la condition de leurs descendants connaissent des variations en fonction d'un nombre important de paramètres. L'étude de l'intégration doit, par ailleurs, prendre en compte l'état des mœurs et du « vivre ensemble » dans un contexte historique qui ne se prête guère à des définitions univoques. « La France de l'intégration » analysée par Dominique Schnapper retrace toute la complexité de cette construction historique. Les principales dimensions, socio-démographique, institutionnelle et culturelle, de ce processus par lequel des personnes ou des groupes différents créent une réalité nouvelle, confèrent à l'intégration le caractère de ce que Marcel Mauss qualifiait de « fait social total ». Prenons, précisément, l'exemple de la question de l'immigration pour lever certaines idées reçues et souligner la densité historique et politique de « l'intégration à la française ».

DES HISTOIRES MIGRATOIRES SINGULIÈRES

L'histoire des peuples modèle les représentations et construit des *habitus* qui retentissent durablement sur la relation à l'étranger. Les sociologues, à la suite de Max Weber, y ont décelé des « idéaux-types ». Dominique Schnapper en a dessiné les différents cheminements historiques, alors que d'autres ont eu tendance à en faire des modèles a-temporels, souvent caricaturaux, en oubliant les transformations et les contradictions qui les ont traversés. Ainsi, les polémiques des années 1990 sur le « modèle communautariste » opposé au « modèle républicain » ont fréquemment mis en scène des stéréotypes sociaux et culturels, plus qu'ils n'ont favorisé la compréhension de la complexité croissante du phénomène migratoire.

Il est vrai que chaque pays a ses traditions propres en matière d'immigration et d'intégration. Il est symptomatique que l'on parle outre Atlantique d'immigrants alors que la France parle d'immigrés et que l'Allemagne a longtemps utilisé le terme « travailleurs invités » (*Gastarbeiter*). Les pays d'Amérique du Nord, comme également

l'Australie et la Nouvelle-Zélande, se sont constitués en Etats à partir d'une immigration de peuplement : la conquête d'un « nouveau monde » et de « terres vierges » a alimenté l'imaginaire d'une immigration fondatrice. Dans ces pays, les mesures relatives à l'entrée et au séjour des étrangers annoncent clairement des conditions sélectives par le moyen de quotas, de catégories, de points, qui prennent en compte les origines nationales ou géographiques, l'usage de la langue, l'âge et les potentialités démographiques, les rentes et revenus porteurs d'investissement, le secteur d'activité et la qualification professionnelle, l'ensemble étant modulable selon les besoins du pays d'accueil. La construction volontariste d'une société d'immigrants engendre une forte dynamique sociale et elle ne craint pas d'afficher son caractère « multiethnique » en gardant visible la mosaïque des origines et des appartenances, jusqu'à emprunter la notion même de « visibilité » pour désigner certaines « minorités ». Si toute société démocratique est de fait plurielle, le multiculturalisme est un traitement institutionnel spécifique de la différence, qu'il entérine juridiquement y compris en l'introduisant dans les catégories du recensement.

La constitution d'une société « multiculturelle » repose en vérité sur une double violence, réelle et symbolique : – elle suppose une distance voire une rupture avec le pays de départ, à l'instar de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, ce qui entraîne corrélativement la reconnaissance de communautés dans le pays d'installation en rendant moins insupportable le sentiment d'éradication ; – elle valorise l'immigrant au détriment de la légitimité des autochtones, les premiers occupants de la terre relégués dans des « réserves » (les revendications des Amérindiens et des Aborigènes sur la terre des ancêtres, appropriée par les immigrants, reste un contentieux récurrent depuis plus de deux siècles). Par ailleurs, l'entrée par la *front door*, selon l'expression du politologue Aristide Zolberg, n'est pas exclusive d'une arrivée de clandestins par la *back door*, comme aux Etats-Unis qui comptent aujourd'hui douze millions d'illégaux.

Le « vieux continent » a une autre histoire migratoire et, dans l'ensemble européen, la France tient une place singulière. Pays d'immigration depuis le milieu du XIX^e siècle, contrairement aux autres pays européens qui ont pendant des décennies été des pays d'émigration vers les Amériques et vers l'Australie, la France a accueilli des vagues migratoires successives, qui se sont intégrées progressivement. Les différentes immigrations se sont installées et ont acquis majoritairement la nationalité française et, à l'exception des années sombres de Vichy, les modalités d'obtention de la nationalité se sont considérablement diversifiées. Faut-il rappeler que la première loi française sur le droit du sol (obtention de la nationalité par la naissance sur le territoire national) date de 1851, alors que celui-ci a fait une timide apparition dans le droit allemand près d'un siècle et demi plus tard, dans les années 1990 ? Quant aux pays du Sud de l'Europe, ils ne sont devenus des terres d'accueil des migrants que depuis une dizaine d'années. Avec environ 160 000 personnes admises chaque année à titre de résidents permanents, la France est un des premiers pays d'immigration en Europe, l'immigration familiale concernant plus de 100 000 personnes, majoritairement issues du continent africain (l'immigration familiale issue de pays d'Asie est en progression, mais les chiffres portent sur des volumes nettement moins importants). Dans le même temps, plus de 160 000 personnes obtiennent la nationalité française annuellement. De fait et de droit, l'immigration est une composante ancienne et structurale de la société française.

Au regard des chiffres, le débat sur la régulation des flux migratoires par les quotas, qui agite encore certaines sphères politiques ou médiatiques, est surprenant. Sur quels critères déterminer une quote part « acceptable ou souhaitable » d'étrangers : l'origine ethnique, la nationalité, la religion, la langue... ? En France, une telle sélection à l'entrée serait discriminatoire et anticonstitutionnelle. Quant à la qualification professionnelle, légitime en termes de demandes précises de main d'œuvre, elle risque de concerner une faible part de l'immigration : 6 500 personnes sont entrées en France, en 2003, et 6 700 en 2004, avec un contrat de travail supérieur à un an ! Par ailleurs, les scientifiques et personnes hautement qualifiées avec un contrat inférieur à un an ne sont que quelques centaines et les saisonniers sont précisément ceux dont la présence est déjà fonction de la demande des employeurs. Autrement dit, les quotas ethniques seraient discriminatoires et les quotas par profession ne toucheraient qu'une frange réduite de l'immigration.

Les débats sur les quotas, comme ceux sur la « discrimination positive », renvoient souvent à des représentations dépréciatives de catégories de population évaluées quantitativement à l'aune d'une balance sommaire des intérêts de la société d'accueil. L'illusion d'une maîtrise chiffrée des flux migratoires resurgit périodiquement dans les médias et dans les programmes politiques en jouant plus ou moins directement sur les figures de l'étranger. En réalité, toute politique liée à la circulation des personnes s'adapte de façon très approximative à la rapidité d'évolution et à la diversité des trajectoires migratoires ; elle doit tenir compte des intérêts pas toujours convergents des employeurs, des travailleurs, des familles, des logeurs, améliorer la connaissance des mouvements migratoires et de la condition des étrangers installés sur son sol, respecter les principes concernant les droits fondamentaux des personnes, appliquer les directives européennes et les conventions internationales. Par ailleurs, maints exemples montrent l'importance, à ces différents niveaux, des stratégies des migrants et de leur influence sur les causes, les formes, la nature, les trajectoires, les rythmes des mouvements migratoires. Les travaux de Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper, par exemple, illustrent bien la spécificité des diasporas dans l'ensemble des migrations internationales. De même, l'expérience tend à prouver que plus on démocratise la politique migratoire sur la base du co-développement, mieux on régule les flux, y compris en permettant des aller retours comme cela a été le cas lorsque les « immigrés » portugais ou espagnols sont devenus des « Communautaires ». A l'inverse, plus on restreint unilatéralement les conditions de la circulation, plus le système des filières se pérennise et plus il devient difficile de lutter contre les trafiquants qui tirent profit des obstacles dressés aux frontières.

Les nouveaux arrivants, dans leur grande majorité, rejoignent des membres de leur famille, un parent, un conjoint, des enfants... Ils exercent leur droit fondamental à vivre en famille mais aussi, parfois, ils y recourent parce que c'est l'unique voie d'accès à un pays développé. Ce que certains ont appelé la « stratégie du pauvre » conduit à instrumentaliser la famille et les enfants devenus les seules richesses et les seuls modes de reconnaissance. « Avoir un enfant en France pour ne pas être expulsé et appuyer un projet de régularisation ; épouser un Français pour obtenir ensuite la nationalité »... sont des pratiques qui tentent de pallier la difficulté d'obtenir un titre de travail ou un titre de séjour. Mais, plus généralement, a-t-on pris la mesure de la dureté de la vie dans l'exil ? L'un des effets du

déracinement est le bouleversement des hiérarchies familiales, l'inversion des rôles : ainsi, ce sont les enfants qui favorisent l'obtention de droits et d'avantages sociaux aux adultes, ce sont eux qui, grâce à l'école, peuvent expliquer comment s'orienter dans les démarches administratives et qui contribuent, dans une certaine mesure, à la survie du groupe familial. Le contrôle des frontières ne suffit pas. Il faut penser autrement l'intégration dans sa relation à l'immigration.

Les conséquences de la diversité des situations migratoires sont les unes émancipatrices, les autres, destructrices des rapports sociaux. Et il ne suffit pas d'en déplorer ou d'en dénoncer les effets pour trouver des solutions. Seule la garantie des droits fondamentaux des personnes, quelles que soient les origines, participe du processus d'adaptation réciproque sur le long terme. En fondant l'intégration sur le contrat social, un contrat démocratique, les voies de l'égalité des chances et de la réussite s'ouvrent alors plus largement, et l'immigration devient une source de renouvellement et de créativité pour l'ensemble de la société.

L'INTÉGRATION REFONDÉE

Après le discours de Troyes du Président de la République, en octobre 2002, refondant la politique de l'intégration, le Haut Conseil à l'Intégration a proposé la redéfinition de l'intégration sur le contrat, l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations, avec une réflexion sur le principe d'extension du droit commun de préférence aux statuts particuliers. Il a par ailleurs élaboré un cahier des charges réaffirmant les droits et les obligations à l'origine du contrat d'accueil et d'intégration, qui a été mis en œuvre en 2004 et qui recueille aujourd'hui un taux de signature de plus de 92% chez les nouveaux entrants. Pour rendre plus immédiatement effective la nouvelle politique, deux objectifs prioritaires ont été fixés : l'amélioration de la condition des femmes et la promotion des jeunes en difficulté. Car les problèmes ne se réduisent pas à une origine, ethnique ou nationale, ils sont le produit d'un ensemble cumulatif de ruptures ou d'inégalités caractérisant des situations familiales, sociales, économiques, accentués par des phénomènes de concentration géographique et par des clivages culturels. La question des droits et de l'accompagnement social et éducatif est désormais centrale.

La notion de contrat suppose des valeurs et des principes partagés ; elle emporte un ensemble d'obligations instituant une réciprocité. Elle dépasse la mise en œuvre de politiques gestionnaires qui deviennent rapidement inopérantes, lorsqu'elles ignorent la reconnaissance des droits de la personne. Les femmes, les mineurs, les personnes vulnérables attendent une politique d'émancipation par le droit. Il reste, cependant, un obstacle majeur à surmonter : les immigrés, pour la plupart, n'ont jamais connu la démocratie ; ils ont subi diverses oppressions, religieuses ou politiques, les contraintes d'un statut personnel fondé sur des traditions qui entrent en conflit avec le droit civil français. L'intégration passe donc par la garantie des libertés individuelles qui favorisent la promotion sociale. En ce sens, l'éducation à la citoyenneté démocratique, éducation civique prévue lors de la signature du contrat d'accueil et d'intégration, est un élément clé des politiques d'accès aux droits. L'histoire de la doctrine de l'intégration en est une illustration.

Jacques Soustelle, universitaire et haut fonctionnaire, fut le premier à parler d'une « doctrine de l'intégration », dans les années 1950 : il s'agissait alors de

doter les différentes populations algériennes d'un statut plus égalitaire et de promouvoir une politique de développement; la guerre mettra rapidement fin au projet. Par la suite, le terme «intégration» sera adopté par les militants des indépendances africaines qui manifestaient ainsi le choix du «développement intégré» c'est-à-dire, culturel, politique et social, bien au delà du simple «décollage économique» (le *take off*). Dans le même temps, l'intégration était le concept central de la construction européenne. Mais, curieusement, l'idée ne sera reprise dans le contexte migratoire, en France, qu'à la fin des années 1990, la querelle sur l'insertion contre l'assimilation restant au premier plan des débats universitaires et politiques.

En 1983-84, les Marches pour l'Égalité (les «Marches des Beurs») avaient exprimé une forte demande d'égalité de la part des enfants d'immigrés, égalité des droits pour eux-mêmes et pour leurs parents. Mais, rapidement, le mouvement a été supplanté par les discours sur le «droit à la différence» que des militants associatifs tentèrent d'endiguer en lançant le slogan le «droit à l'indifférence». De fait, le culturalisme naïf qui s'est exprimé à partir du milieu des années 80 a favorisé le développement des revendications identitaires et religieuses, comme ce fut le cas dans l'«affaire du foulard islamique». Malgré le travail de réflexion menée au moment du Bicentenaire de la Révolution en 1989, malgré les efforts de quelques uns pour promouvoir l'accès à la citoyenneté et à une philosophie politique de l'intégration fondée sur des valeurs démocratiques partagées, le pari de l'intégration fut en grande partie perdu et des interprétations erronées s'imposèrent, oscillant entre l'«assimilation soft» et l'«affichage des différences ethno-culturelles».

Durant les années 1990, les problèmes sociaux de l'immigration seront désormais traités en termes de territoires et de publics spécifiques, de populations cibles, de zones prioritaires, de politiques de la ville centrées sur «les quartiers». Le «sociologisme de la différence», intellectuellement bricolé contre le «modèle républicain», bénéficiera de l'attention privilégiée des décideurs et des médias. Historiquement, il sera destructeur du lien social et accentuera la fracture culturelle. Il a encouragé les communautarismes et l'ethnisation de la société française; il a favorisé le développement des discriminations racistes et sexistes, de l'antisémitisme et de l'homophobie dans les «cités»; il a profité à une implantation structurelle de l'extrême droite au sein de la vie politique française; il a accompagné les explosions de violence dans les «quartiers difficiles». Ces tensions furent accentuées par l'adoption quasi-unanime, après la chute du Mur de Berlin, de l'idéologie du libéralisme économique, de ses règles sélectives et concurrentielles dont les moins instruits et les moins qualifiés sont les premières victimes.

Sous le prétexte de la critique du «modèle républicain», un culturalisme superficiel s'est donné libre cours. Il a produit des discours simplistes, en défense ou en accusation, sur l'islam notamment; il a prôné le différentialisme (mais on ne calcule la différence que par soustraction) jusqu'à adopter sans nuance le recours à l'ethnoculturel et à l'ethnopsychiatrie dans l'action sociale: les années 1990 seront celles de la «pédagogie du couscous» et de la médiation des «Grands frères» dans l'action éducative et les politiques locales. On a ainsi laissé croire que les inégalités sociales se calquaient sur les distinctions d'origine ou de religion (en aggravant la «division cognitive du travail social»). Tandis que le modèle communautariste était critiqué aux États-Unis et au Canada, l'imitation décalée du «modèle anglo-saxon» fit des ravages.

Les professionnels du travail social et de l'éducation ont progressivement pris conscience des limites, voire du danger des actions territorialisées et de la logique des appartenances culturelles gommant le libre arbitre et la responsabilité individuelle. La lutte contre les discriminations obligea à analyser avec plus de finesse que la dénonciation globale de « la France raciste » des phénomènes aussi complexes que la victimisation, le cumul des discriminations, l'échange des rôles entre l'auteur et la victime de discrimination, le développement des discriminations indirectes. L'empilement de mesures sectorielles, de budgets, de structures, de personnels spécialisés, ne pouvait longtemps faire illusion sur l'absence d'une véritable philosophie de l'intégration. Il faudra attendre le début du XXI^e siècle, en 2002, pour que soient repris et précisés les éléments fondateurs de l'intégration, telle que nous l'avions définie en 1989¹ et telle qu'elle avait été adoptée par le premier Haut Conseil à l'Intégration. Mais une dizaine d'années avait été perdue.

L'intégration refondée suppose des politiques publiques organisées autour de cinq piliers principaux, distincts mais complémentaires :

1. les politiques compensatoires des inégalités, pour combler les écarts de niveaux économiques, d'instruction ou de qualification professionnelle, de conditions de vie ;
2. les politiques incitatives en direction des plus défavorisés, des plus vulnérables, des personnes en situation de précarité ;
3. les politiques de lutte contre les discriminations, les seules à prendre en compte les origines et les appartenances, réelles ou supposées, celles-ci constituant un objet « préconstruit » d'inégalité et d'atteinte à la dignité des personnes ;
4. Les politiques participatives à la vie de la Cité encourageant le mouvement associatif, les modes d'intervention dans les différentes instances locales, dans l'institution scolaire, dans les organismes sociaux professionnels, le logement, les loisirs ;
5. L'accès à la citoyenneté/nationalité, phase ultime de l'intégration par l'égalité totale des droits et la représentation dans diverses instances de la vie locale ou nationale ; en France, si l'obtention de la nationalité est particulièrement ouverte, il n'en est pas de même des structures politiques qui sont loin d'être exemplaires en ce domaine !

Les deux premiers piliers de la politique de l'intégration prennent en compte des critères objectifs (revenus, emploi, logement, taille de la famille, problèmes de santé, difficultés linguistiques, illettrisme...) quelles que soient les origines ou les appartenances des personnes, sans distinctions ethniques, raciales ou religieuses. L'Etat providence est ici plus efficace que les sociétés qui distinguent des groupes ethniques faisant appel à leur capacité à s'autoréguler et à subvenir à leurs besoins, quitte à distribuer quelques mesures de « discrimination positive » ou à s'en remettre aux actions bénévoles des *charities*. Le quatrième et le cinquième piliers de la politique de l'intégration sont l'illustration du lien étroit qui existe entre la philosophie de l'intégration et la démocratie.

¹ J. Costa-Lascoux, *De l'immigré au citoyen*, Paris, La Documentation française, 1989.

UNE CERTAINE CONCEPTION DU CONTRAT SOCIAL

La France se reconnaît comme un pays d'immigration, qui a une conception de l'intégration construite sur des réussites individuelles et non sur des avantages obtenus par des « lobbies communautaires ». Cette conception républicaine de l'intégration signifie que les autorités publiques raisonnent non en termes de catégories de populations, mais d'analyse de situations : toute personne, quelle que soit son origine, a vocation à l'égalité des chances et au partage, toute personne peut connaître la précarité et peut en sortir. À l'inverse, le communautarisme, qui envisage prioritairement les groupes discriminés, les minorités, tente de rétablir des équilibres collectifs. De même, si la République favorise le métissage, les systèmes communautaristes sont à l'image de ces séries télévisées américaines où les membres de « groupes ethniques » différents travaillent ensemble, mais ne se marient pas. Quant à la religion, l'« intégration à la française » la conçoit moins comme une appartenance à un réseau que comme un choix individuel, spirituel, garanti par la liberté de conscience et la laïcité.

La fabrication de la nation, unitaire dans son projet politique et composite dans sa réalité sociale et culturelle, a traversé le XIX^e puis le XX^e siècles en intégrant un apport continu de migrants de l'intérieur, d'immigrés et de rapatriés. Deux causes sont souvent avancées pour expliquer ce mouvement d'implantation des étrangers en France et le brassage de populations : la transition démographique opérée, dès la fin du XVIII^e siècle, la conception éminemment politique de la nation fondée sur la citoyenneté. Ainsi, contrairement à d'autres pays d'immigration comme les USA, l'éligibilité d'un naturalisé y est sans restriction, y compris pour l'élection à la Présidence de la République. Déjà sous la Révolution, Thomas Paine fut naturalisé français « pour avoir bien mérité de l'Humanité ». De même, personne ne porte attention à ce que tel président de l'Assemblée nationale soit né italien, tel Garde des Sceaux soit d'origine russe, tel Premier ministre soit né à Smyrne d'un père lui-même né à Smyrne ou tel autre venu d'Égypte. Les exemples pourraient être multipliés à l'instar de ces hauts fonctionnaires de l'État, juifs, protestants ou agnostiques, qui dans une société traditionnellement catholique, ont occupé des postes de première responsabilité.

La conjugaison, pendant plus d'un siècle, de trois mouvements migratoires – un exode rural interne, une immigration venue de l'étranger, l'expatriation puis le rapatriement des colons d'Outre-mer – a eu tendance à conforter le système institutionnel centralisé. Mais, là encore, le centre est essentiellement politique et il n'est pas exclusif de la diversité institutionnelle locale. Faut-il rappeler que sur un territoire d'une superficie inférieure à celle de l'État du Texas, la France est actuellement divisée en vingt-deux régions, quatre-vingt-quinze départements, trente-six-mille communes ? « La France se nomme diversité » écrivait Fernand Braudel, son unité est politique, celle d'une nation construite par la volonté du vivre ensemble. La colonisation, cependant, a longtemps brouillé la perception de ce qui constitue le lien politique de la citoyenneté.

L'assimilation, qui signifiait initialement, dans son acception juridique, « traiter à égalité des personnes qui sont dans des situations différentes comme le juge rétablit l'équilibre entre les plateaux de la balance », s'est diluée dans le projet colonial assimilationniste. Celui-ci a alimenté des inégalités et des discriminations, qui ont apporté autant de démentis à « l'idéal républicain », au même titre

que les discriminations qui ont culminé sous le régime de Vichy. A plus long terme, l'exploitation de la force de travail immigrée a participé du détournement des règles du droit du travail. Les marchands de sommeil et les trafiquants de toutes sortes ont joué sur la misère des familles immigrées. Et les souffrances de l'exil sont restées gravées dans la mémoire des migrants bien au-delà de la première génération.

Toutefois, l'intégration d'immigrations successives dans la communauté nationale est un fait. Les origines diverses des Français est un fait avéré. Nombre d'enquêtes insistent notamment sur l'importance des « mariages mixtes » (au sens juridique des statistiques officielles, du mariage entre un national et un conjoint étranger), qui atteignent aujourd'hui le quart des mariages célébrés en France. Les nouveaux arrivants s'allient relativement rapidement aux nationaux. Par ailleurs, les enquêtes semblent indiquer que l'endogamie communautaire, ethnique ou religieuse, subsiste moins longtemps que dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique du nord : les 160 000 personnes d'origine étrangère qui obtiennent annuellement la nationalité française, aujourd'hui, représentent environ le même nombre que celui des étrangers qui entrent régulièrement sur le territoire national à titre permanent². Le « creuset français », qui prend son inspiration dans La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, rédigée au moment où fut créé l'état civil laïque – le « grand livre des citoyens où chacun est inscrit de la naissance à la mort, quel que soit son rang, son sexe ou sa confession » –, gomme la référence aux origines, parce que celles-ci deviennent très vite multiples et que l'intégration est d'abord individuelle en fonction des choix de vie.

Le respect des origines se pratique différemment en France de ce qui se passe dans la majorité des pays étrangers. Ainsi, les étrangers résidents restent régis par leur statut personnel et le juge français est tenu d'appliquer le droit étranger pour ce qui concerne le droit du nom, du mariage, de la filiation, de l'autorité parentale, du divorce, des successions. La seule limite est celle de l'atteinte à l'ordre public. Cela explique que, sous la pression des associations de défense du droit des femmes, notamment, beaucoup réclament aujourd'hui l'application de la loi française, loi du domicile, pour garantir l'égalité entre les sexes. Par ailleurs, les immigrés devenus français gardent, dans leur grande majorité, leur nationalité antérieure, la France acceptant la pluri-nationalité, y compris avec les pays musulmans qui ont un système d'« allégeance perpétuelle » par la filiation masculine. Cette position de respect des droits d'origine a longtemps heurté les autres Etats européens qui étaient hostiles à la double nationalité des immigrés (mais non de leurs émigrants) et posaient le renoncement ou la perte du statut national initial comme une condition d'obtention de leur nationalité.

En réalité, le procès qui est fait contre la philosophie assimilationniste qui caractériserait la politique française méconnaît les différentes étapes de la colonisation. L'assimilation a correspondu à un moment historique qui ne peut être confondu avec l'ensemble de la tradition républicaine. Le sens premier de l'égalité de traitement a évolué durant la colonisation et en fonction des statuts des territoires, de la départementalisation au protectorat. Et, surtout, on peut y déceler l'influence de la conception anthropomorphique de la société qui a prévalu au

² Haut Conseil à l'Intégration, *Le bilan de la politique d'intégration*, Paris, La Documentation française, 2006.

XIX^e siècle au moment de l'affrontement des Etats nations en Europe: la recherche de l'unité a conduit « le corps social » à vouloir réduire les différences, à les faire disparaître, les absorber, à affirmer une unité politique d'autant plus rigide que les guerres intra-européennes et les guerres coloniales portaient sur des enjeux considérables, qu'ils fussent économiques, militaires, politiques ou civilisationnels.

Il faudra attendre le début des années 1960 et les indépendances des anciennes colonies, pour que la doctrine de l'intégration se substitue à l'assimilation. L'intégration sera le maître mot des indépendances comme il le sera, aussi, de la construction européenne. Plus tard, dans les années 1980, le moment déterminant sera le bicentenaire de la Révolution française: la doctrine de l'intégration nettement distinguée, d'un côté, de l'assimilation et, de l'autre, de la simple insertion socioprofessionnelle, ressurgira à propos des phénomènes émergeant des banlieues (le premier plan anti-violences sera celui de Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale sous le gouvernement Rocard). L'Etat français affirmera alors le primat du contrat social, fondateur d'une nation juridique et politique, respectueuse de la diversité. Mais le « politiquement correct » des dix dernières années du XX^e siècle videra le projet d'une partie de sa substance, oubliant que la méthode « républicaine et laïque » avait favorisé la promotion sociale de générations d'immigrés au sein du « creuset français ». La laïcité sera dès lors la première cible des critiques et notamment, la laïcité à l'Ecole³.

DIVERSITÉ CULTURELLE ET LAÏCITÉ

La diversité culturelle s'est développée en France, non par la coexistence de communautés séparées, mais par la volonté d'un « vivre ensemble », qui confère à l'individu un rôle primordial. L'adhésion aux valeurs communes a pour finalité de respecter les libertés sans imposer une croyance ou une appartenance. Dès lors, l'espace public est neutre pour mieux protéger l'intimité de la vie privée, la morale personnelle, le choix des modes de vie, et la laïcité ouvre le droit fondamental de croire ou de ne pas croire, d'être athée ou de changer de conviction, sans qu'une assignation identitaire ni une prescription religieuse puisse de façon injonctive contraindre l'individu. Le découplage entre citoyenneté et confession, opéré par le principe de séparation des Eglises et de l'Etat inscrit dans la loi de 1905, reste particulièrement étranger à ceux qui se réclament d'une vision théocratique du monde. Une citoyenneté qui vise à l'autonomie de la personne et à son émancipation des contraintes tutélaires ou des interdits légitimés par la loi religieuse, est l'une des causes principales de malentendus sur la signification de l'intégration.

La laïcité est souvent présentée comme une « exception française », incompréhensible à ceux qui n'auraient pas participé à son élaboration historique et mal adaptée aux évolutions récentes de notre société. Autrement dit, elle serait fort peu universelle, malgré sa prétention à l'être ou à le devenir. La laïcité dans une société devenue multiculturelle serait donc une gageure, pire une manière d'inculquer un « modèle républicain » dépassé, au risque de porter atteinte aux

³ J. Costa-Lascoux, J.-L. Auduc, *La laïcité à l'école. Un principe, une éthique, une pédagogie*, Académie de Créteil, ed. CRDP, 2006.

libertés d'expression et à l'autonomie éducative des familles. Enfin, elle participerait au « désenchantement du monde » en reléguant le religieux et le spirituel dans la sphère du privé.

De nombreux préjugés ont ainsi été développés ces dix dernières années, alors que surgissaient des revendications religieuses et identitaires, parfois violentes, taxant d'ethnocentrisme la République, et son Ecole, dénonçant un écart croissant entre les valeurs professées et les réalités vécues. La critique du « modèle républicain » a envahi le débat si bien que l'essentialisation des différences et le « politiquement correct » l'ont emporté. Les difficultés des enfants des quartiers défavorisés étaient certes une réalité, mais elles sont devenues l'argument fort d'une remise en cause de l'Ecole républicaine, en omettant parfois de dire que c'est précisément par l'oubli de ses exigences éthiques et intellectuelles que celle-ci a parfois failli. Plus qu'une « crise de l'Ecole républicaine », on a assisté, en vérité, à un effacement progressif de ses missions. Mais peut-être croyait-on que les principes étaient définitivement acquis ! Le patrimoine qui avait été transmis par plusieurs générations d'enseignants semblait relégué dans le passé. Et lorsque la laïcité a resurgi à l'actualité, ce fut au milieu de vives polémiques sur le port de signes religieux à l'Ecole, en particulier le « foulard islamique » et, dans une moindre mesure, la kippa.

Depuis « l'affaire du foulard de Creil », en 1989, des faits récurrents ont défrayé la chronique, notamment dans les collèges des banlieues des grandes villes. Il a fallu attendre la loi du 15 mars 2004 sur le port des signes religieux à l'Ecole et les travaux autour du centenaire de la loi du 9 décembre 1905, de séparation des Eglises et de l'Etat, pour que les querelles partisans et médiatiques sur la laïcité commencent à s'apaiser. L'accalmie fut le résultat du travail de plusieurs commissions qui avaient répertorié l'ensemble des problèmes, expliqué le sens du principe de laïcité, comparé le système français aux expériences étrangères, élaboré des propositions législatives, suscité la réflexion pédagogique. Ce fut aussi la prise de conscience que les intégrismes présentaient des dangers évidents, auxquels il convenait de mettre un terme. Un consensus s'est ainsi progressivement élaboré réunissant l'ensemble des forces politiques démocratiques, des Eglises et des mouvements humanistes. La laïcité est redevenue un des piliers de l'intégration républicaine.

A l'instar de la liberté et l'égalité, ou de toutes les références idéologiques majeures, la laïcité ne va cependant pas de soi. Si elle se réclame d'une littérature abondante, elle ne peut se résumer à un texte cardinal qui aurait un contenu univoque et définitif. La laïcité est un concept dont l'actualisation dans la vie quotidienne est sans cesse en mouvement en fonction de l'état des mœurs et des réalités sociales, en fonction aussi des représentations, des aspirations et des perceptions. Elle n'est pas à proprement parler une doctrine, mais un principe qui exige une réflexion permanente. Elle est tout à la fois une énonciation de valeurs, une manière de penser, d'être et d'agir. En cela, elle est combattue par des idéologies qui prétendent imposer une vision globale de l'être humain et de l'univers. Mais si elle s'oppose aux pensées dogmatiques, certains peuvent, à leur tour, vouloir la rigidifier, en la travestissant en substitut du religieux.

L'histoire de cette « antériorité française », selon l'expression de René Remond, situe la laïcité dans ses évolutions au plus près des demandes contrastées des citoyens. A l'instar de la conquête des libertés construite sur le socle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la laïcité n'a pas été

créée par le seul vote d'une loi, fût-il déterminant, ni comprise unanimement dès sa conception. Elle n'a prouvé sa valeur heuristique qu'en réglant des conflits et en faisant droit à la diversité croissante des visions du monde, des croyances ou des convictions. La France est aujourd'hui le premier pays musulman d'Europe fort de cinq millions de personnes, l'un des premiers prélats catholiques est né juif polonais... l'histoire de la France est aussi celle d'un « creuset idéologique ».

Inscrite dans la constitution depuis 1946, la laïcité puise sa source dans la philosophie des Lumières et dans la Déclaration de 1789. Mais certains en reconnaissent les lointaines prémisses dans la notion de « concitoyenneté » (entre protestants et catholiques) instituée par l'Edit de Nantes de 1598 : le politique détaché de la confession, le temporel du confessionnel. La laïcité induit, en effet, une séparation du religieux et du politique, qui a, certes, évolué dans sa formulation et son contenu, mais qui, fondamentalement, repose sur deux principes : – la liberté de conscience, qui impose à la puissance publique de ne pas intervenir dans les convictions de chacun ; – l'égalité de tous devant la loi quelle que soit sa religion ou ses convictions. Et la singularité de la laïcité est de considérer les deux principes comme indissociables dans leur complémentarité.

Laïcité et intégration renvoient donc nécessairement au pluralisme, mais la laïcité se distingue de la tolérance qui, tout en acceptant des convictions différentes, s'accommode fort bien de leur inégalité et de la reconnaissance d'une Eglise officielle, quitte à aménager un système de minorités protégées. Un exemple éclairant de cette distinction est fourni par la comparaison entre la « laïcité à la française » et le cas britannique. Faut-il rappeler qu'en Grande Bretagne, seule l'appartenance à l'Eglise d'Angleterre, a longtemps permis de jouir de certains droits, que la Reine d'Angleterre est toujours chef de l'Eglise anglicane et que de hauts dignitaires ecclésiastiques siègent de droit à la chambre des Lords ? De même, dans les pays scandinaves, l'Eglise luthérienne a été Eglise d'Etat jusqu'au 1^{er} janvier 2000. Enfin, combien se souviennent que les protestants, en Espagne, n'obtinrent la liberté de culte qu'après la mort du général Franco, que le divorce a été interdit en Italie et en Espagne jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle ? Les exemples pourraient être multipliés.

Lorsque certains déclarent que « la laïcité et l'intégration à la française » sont des « produits inexportables », ils méconnaissent le mouvement des idées qui conduit des peuples à inventer et d'autres à s'inspirer de leurs innovations, tel l'*Habeas corpus* né en Angleterre avant de s'étendre à tous les pays démocratiques. Ne retenir de la laïcité qu'un particularisme institutionnel revient à en ignorer la philosophie politique qui préside aux progrès du droit et des institutions. La laïcité n'est pas seulement une règle d'organisation structurelle : elle est intimement liée à la conception de la citoyenneté et à une certaine idée de la nation, fondées par le lien politique et non par les liens du sang ; elle n'est pas dépendante d'une entité ethnique (le *Volk*). Et si l'idée laïque est parfois si difficile à saisir, c'est précisément parce qu'elle développe, Jules Ferry l'y invitait déjà, la logique des droits de l'homme. Elle suppose que soient intériorisées les règles de la démocratie et que les droits fondamentaux de la personne soient entendus comme les droits d'un individu autonome et responsable. Les systèmes claniques, ethniques, théocratiques, sont réfractaires à l'idée même de laïcité.

Pour ceux qui n'ont jamais connu l'expérience de la démocratie, qui situent le blasphème et l'apostasie au sommet des crimes, qui ne reconnaissent pas d'existence

juridique à un enfant né hors mariage, à un homosexuel ou à une femme adultère, qui instituent des différences radicales de nature entre certains groupes humains en fonction de leur sexe ou de leur religion, qui croient que le destin des individus est écrit inéluctablement dès la naissance et que la religion s'hérîte par la filiation, par le sang, il est difficile d'entrer dans une démarche laïque. La tendance est alors de travestir la laïcité en une « négation du religieux » ou en un athéisme imposé, contrairement à son principe même, celui du respect des libertés religieuses dans toutes leurs dimensions.

Si la laïcité renvoie à l'idée du *Laos*, le peuple non divisé par la barrière inégalitaire du savoir qui institue le privilège des clercs, l'intégration renvoie, elle, au *demos* qui désigne le peuple de l'*Agora* qui possède le droit de suffrage. Toutefois, laïcité et intégration se distinguent l'une et l'autre de l'*ethnos*, qui regroupe les hommes d'un même lignage, d'une même parenté par le sang. Au-delà des mots, ce qui est en jeu, c'est donc bien une certaine conception de la citoyenneté. Ce ne sont pas les mots laïcité ou intégration qui dérangent, mais l'idée qu'ils expriment.

Un signe de vitalité de la laïcité est la virulence des attaques dont elle est l'objet par les intégristes ou par les défenseurs d'une morale confessionnelle, et souvent sexuelle, intransigeante. Toutes les religions sont actuellement traversées par des courants qui dénoncent « le laxisme des mœurs ». D'autres prônent un retour à la supériorité de la loi divine pour contester les évolutions du droit des personnes, le statut égalitaire de l'homme et de la femme, la reconnaissance du divorce et de la filiation hors mariage. D'autres encore profèrent des menaces contre des artistes et des écrivains, veulent interdire le *Tartuffe* de Molière ou la théorie de Darwin.

En-deçà des intégrismes, l'intégration se heurte aussi à des cultures profondément attachées à une loi religieuse, dont la vocation déclarée est de régir l'ensemble de la vie privée et des actes de la vie publique. En dressant des interdits, en prescrivant des pratiques qui touchent directement au statut des personnes, à la vie familiale, à l'éducation des enfants, et à l'ensemble de la vie publique, ces traditions engendrent des phénomènes minoritaires et des communautarismes qui s'opposent aux valeurs républicaines. Ainsi, alors que la majorité des immigrés vivant dans les démocraties occidentales adoptent aisément la sécularisation de la vie sociale, il leur est parfois difficile d'accepter la laïcité, perçue comme trop contraire à la Loi religieuse, par exemple à la *Charia'h*. De même, ils vivent en écho les résonances d'événements internationaux porteurs de souffrances, mais aussi de solidarités qu'ils ne veulent pas trahir. Si les intégristes pérennisent de façon caricaturale des modèles proches des sociétés d'Ancien Régime, l'écart qui sépare certaines convictions religieuses d'une société laïque peut engendrer des malentendus profonds et des résistances. La condamnation par la loi française des pratiques traditionnelles de l'excision, de la répudiation ou du mariage forcé en fournissent un exemple.

L'idée de laïcité n'est pas immédiatement accessible parce qu'elle est à la fois unitaire dans son ambition universaliste et multiple dans ses implications. Sa complexité tient notamment à une double polarité, éthique et juridique. Lorsque la Constitution française, celle de 1946 puis celle de 1958, affirme que la France est une « République laïque », cela signifie d'une part que la République assure la liberté de conscience (liberté d'adhérer ou de refuser d'adhérer ou d'être indifférent

à telle ou telle conviction, de croire ou de ne pas croire et de changer de croyance) et le libre exercice des cultes affirmé comme une liberté publique fondamentale. Mais cela suppose également que l'Etat et les services publics soient non confessionnels et qu'il n'y ait pas de reconnaissance particulière de tel ou tel culte : « l'Etat ne reconnaît ni ne salarie aucun culte ». Toutefois, signalons deux exceptions notables : le régime concordataire de l'Alsace-Moselle, inchangé depuis l'annexion allemande, et qui a ensuite perduré après 1918 ; le système de spécialité législative, qui s'applique dans plusieurs départements d'Outre Mer (en Guyane, l'ordonnance du 27 août 1828 est toujours en vigueur) et dans les territoires d'Outre-mer, auxquels la loi de 1905 n'a pas été étendue.

Le principe de neutralité du service public et celui d'égalité des citoyens s'agencent différemment selon les époques, en réponse aux revendications d'expression confessionnelle ou, à l'inverse, de positions anti-religieuses, voire anticléricales. L'évolution de la laïcité est à l'instar du devenir des grandes idées de la Révolution française, dense et contrastée, marquée par des événements contradictoires. Elle ne se réduit pas à une organisation statutaire des Eglises et des institutions politiques en confiant le pouvoir temporel à des non-clercs : elle est un humanisme porteur d'une certaine vision de la modernité politique. En instituant la séparation des Eglises et de l'Etat, elle opère la distinction entre la sphère du public et la sphère du privé, entre l'homme/individu et le citoyen, entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. Elle signifie aussi la distinction entre l'identité et la citoyenneté, qui construit la personne dans une relation dialectique, sans que l'une ne se confonde avec l'autre.

La laïcité est donc étroitement liée à la « communauté des citoyens » et, comme les droits de l'homme, elle implique la liberté fondamentale d'expression dans une société civile séparée de l'Etat, celui-ci étant le garant de l'intérêt général. La laïcité, « fille de la République », est fréquemment présentée comme l'achèvement de la République. Pour Claude Nicolet, « il faut bien qu'il y ait quelque lien entre la nature même de la République et la laïcité, pour que cette dernière ait été jugée consubstantielle et indispensable à la première ». La relation est si étroite que toute atteinte à la laïcité est souvent entendue comme une atteinte à la République. Cela explique les conflits et les contradictions qui ont présidé à la formation de l'idée laïque. Mais partisans et adversaires de la laïcité n'ont jamais constitué des forces homogènes. Lors de la préparation de la loi de 1905, plusieurs courants s'exprimaient déjà parmi les partisans ou adversaires de la loi et celle-ci a été votée grâce à l'alliance du Parti républicain, proche de la Ligue de l'enseignement, créée en 1866, et de l'association des libres penseurs, née en 1902, avec des catholiques libéraux, des représentants du protestantisme et du judaïsme, ou des francs-maçons. Dès l'origine, la laïcité a été portée par la diversité des opinions et par le débat.

Toutefois, la laïcité suppose une cohérence entre les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'individu, entre l'organisation institutionnelle et la loi civile. Dans les colonies, où la laïcité française rencontra l'Islam et des religions animistes, des droits coutumiers profondément imprégnés de religieux, la République s'est heurtée à la difficulté de sortir de la dualité de statuts (statut de droit commun et statut indigène ou autochtone). Ainsi, dans les trois départements algériens, partie intégrante de la République jusqu'en 1962, la loi de 1905 n'a pas été appliquée. Un régime dérogatoire a été mis en oeuvre avec un Code de

l'indigénat, qui maintenait le statut personnel musulman comme il avait maintenu le statut israélite. La demande des autorités religieuses et traditionnelles locales avait pesé en ce sens. L'énonciation des principes républicains, d'un côté, et leur application dérogatoire, de l'autre, sont révélatrices d'une contradiction fondamentale qui a traversé la colonisation, et qui n'est pas sans rappeler des débats récents sur la différence culturelle, confessionnelle et juridique, de populations fort éloignées du principe de laïcité. L'un des administrateurs coloniaux en Afrique occidentale, laïque et franc-maçon, M. Delavignette, dressait le constat de cette difficulté « d'accéder rapidement à l'idéal laïque », lorsque des personnes revendiquent non seulement la liberté d'exercer leur culte, ce qui est parfaitement légitime, mais lorsque leur vie familiale et leur conception du mariage, de l'héritage, de l'éducation des enfants, sont régis par un texte sacré, une loi religieuse qui est aussi la loi civile.

Si l'Ecole publique a permis l'émergence d'une élite instruite, dans les colonies et les territoires sous protectorat, elle n'a pas été en mesure de résoudre des problèmes de fond qui ressurgiront plus tard avec l'émigration de centaines de milliers de travailleurs vers l'ancienne métropole. Comme le remarquait le professeur Gérard Lyon-Caen, l'immigration a pris le relais de la colonisation, avec ses conflits de lois et de traditions culturelles, bien au-delà de la question économique. Or, la démocratisation de l'Ecole des années 1980 se produira au moment où les enfants des travailleurs immigrés commenceront à entrer dans le système éducatif, sans que les autorités aient suffisamment pensé aux implications de la volonté des familles de ne pas trahir la culture et la foi de leurs ancêtres. Pourtant, les problèmes qui s'annonçaient n'étaient pas si différents de ceux que les familles françaises venues des régions périphériques ont connus avec l'exode rural vers les grands centres urbains. Les manifestations de soutien aux écoles « libres », établissements privés où s'enseignent et se transmettent un patrimoine culturel et une morale souvent inspirée de la religion, ont montré la force du désir de conserver un héritage culturel et des traditions. L'identitaire et le religieux sont fréquemment mêlés.

C'est ce qui explique l'effectivité de la loi du 15 mars 2004, sur le port ostensible de signes religieux à l'Ecole (seule la pratique ostensible est sanctionnée, non le signe en lui-même, les signes discrets étant autorisés au titre des libertés fondamentales de conscience et d'expression des élèves) : moins d'une cinquantaine de cas litigieux sur plus de dix millions d'élèves et presque tous en Alsace-Moselle où la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat ne s'applique pas !

Pour les observateurs étrangers, la conception républicaine de l'intégration et de la laïcité est souvent mal perçue, peut-être parce qu'elle suppose non seulement l'expérience de la démocratie, mais la logique des droits de l'homme poussée jusqu'à leur expression ultime : le « noyau dur » des droits et libertés est entendu comme des droits individuels que la dimension collective de l'identité ne saurait contraindre. Pour les immigrants dont la tradition familiale se rattache à des sociétés théocratiques ou totalitaires, le système politique français est particulièrement difficile à saisir. Ceux qui ont fui les persécutions, même s'ils aspirent à plus de liberté, se voient confronter à des lois et des institutions qui ne vont pas de soi, par la place centrale donnée à la responsabilité individuelle. Et le malentendu est d'autant plus grand que, trop souvent encore, le « droit du guichet » vient contredire les principes énoncés dans la loi.

Les immigrés sont les premiers à pâtir des accrocs au contrat social : certains les renvoient à des identités d'origine au détriment d'une émancipation personnelle ; d'autres s'en réfèrent à l'abstraction du droit en minimisant les solidarités communautaires. Dans les deux cas, le malaise social qui en résulte engendre de profondes désillusions. Les années 1990 ont connu des événements violents dans les banlieues des grandes villes, la montée des discriminations racistes et sexistes, le développement d'un communautarisme religieux et ethnique, l'antisémitisme. Certains y ont décelé les limites de l'intégration républicaine ; d'autres, à l'inverse, ont fait la relation avec l'effacement des valeurs de la République dans une société devenue « libérale à l'américaine ». Les deux explications ont une part de vérité. Tandis que la mondialisation accompagnait l'expansion de la puissance du marché, il devenait facile de répandre les diatribes contre « le modèle républicain ». L'ethnisation de la société française qui s'est produite alors peut à la fois apparaître comme l'échec de la République mais, aussi et surtout, comme la méconnaissance et l'abandon de ses principes.

Le débat sur l'esclavage et sur la « question noire », qui a surgi en 2005, souligne à quel point la logique des groupes ethniques s'est exacerbée au sein même d'une république qui se voulait universaliste. Ethnisation des quartiers, sentiment d'humiliation sociale et de victimisation chez des immigrés qui n'acceptent plus le mot même d'intégration, sont autant de démentis à des principes qui n'ont pas toujours su se faire entendre ni être mis en œuvre. Les réalités diffèrent parfois fortement du discours. Les obstacles et les échecs de la politique de l'intégration restent nombreux. La parcellisation des mesures a conduit à des effets pervers, l'absence de cohérence a rendu la multiplication des interventions à la fois coûteuse et contre productive, le défaut d'explication et de pédagogie ont donné l'impression d'une injonction discriminatoire. A cet égard, il est essentiel que les décideurs et enseignants notamment soient conscients d'une part, que l'une des violences faites aux personnes venues de loin est de ne pas leur expliquer les règles de la démocratie, de faire comme si la misère, la répression, la corruption, les persécutions ethniques ou religieuses, étaient oubliées avec l'exil, et d'autre part, que nous avons à faire l'analyse critique de nos propres pratiques. Il s'agit de mettre au jour les écarts entre les principes et leur application, les contradictions et les non-dits. Cela suppose de quitter cet art de la connivence faisant comme si les nouveaux arrivants savaient déjà ce que nous voulions leur dire et ce qu'ils devraient faire : comment demander à des immigrés de faire sans cesse leur preuve et, dans le même temps, ne pas leur enseigner les codes sociaux et culturels ?

Aujourd'hui, cependant, on constate une meilleure reconnaissance réciproque de la diversité dans la République et une promotion sociale évidente de nombreux immigrés comme ce fut le cas lors de la manifestation organisée à l'Assemblée nationale, le « Forum de la réussite des Français venus de loin », le 11 décembre 2004, en présence de Sophia Coppola. Selon les termes mêmes du philosophe Jürgen Habermas, l'intégration républicaine doit viser l'intégration politique et elle n'a comme limite à la diversité que les lois de la République et les droits fondamentaux des personnes. Le développement de l'accès aux droits et de la reconnaissance de la personne est le meilleur moyen de restaurer la confiance dont Tocqueville faisait la valeur cardinale de la démocratie. Alors que certains ont voulu essentialiser les origines et les appartenances, il s'agit davantage de chasser de nos esprits les vieux démons du paternalisme.